

Les élections législatives bulgares du 26 mars pourraient ne pas dégager de majorité

Corinne Deloy

Analyse

Le 24 janvier dernier, le nouveau président de la République de Bulgarie Roumen Radev, élu le 13 novembre 2016, a dissous l'Assemblée nationale (*Narodno sabranie*), chambre unique du Parlement bulgare et convoqué des élections législatives anticipées pour le 26 mars. Celles-ci seront les troisièmes depuis 2013. Selon les analystes politiques, elles pourraient cependant ne pas permettre de dégager une majorité solide capable de mettre en place les réformes économiques et institutionnelles dont la Bulgarie a grand besoin. « *Aucun des partis ne paraît en mesure d'obtenir une majorité absolue, ce qui va conduire à un parlement divisé et à une coalition gouvernementale fragile* » a indiqué Andrius Tursa, expert politique de la société de conseil Teneo. Le Premier ministre sortant, Boïko Borissov, (Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie, GERB) estime qu'il serait certainement difficile de former un gouvernement à l'issue du scrutin.

12 partis et 9 coalitions sont en lice pour ces élections législatives. Selon la dernière enquête d'opinion réalisée par l'institut Trend, le GERB avec 29,7% serait au coude-à-coude avec le Parti socialiste (BSP) (28,7%). Le Front patriotique arrive en 3e position avec 9,9% des suffrages, suivi du Mouvement pour les droits et les libertés (DPS), parti représentant la minorité turque qui obtiendrait 9%. Le Bloc réformateur n'est crédité que de 3,4% des voix et arriverait derrière Volya (Volonté), parti populiste créé par l'homme d'affaires Vesselin Mareshki, candidat malheureux à l'élection présidentielle de novembre dernier (11,17% des suffrages au 1er tour). Volya promet d'accroître le minimum vieillesse et le salaire minimum pour atteindre 600 lev (306,4 €) (ce dernier s'établissait à 460 lev – 234,9 € – en janvier 2017).

Les élections législatives font suite à la démission du Premier ministre sortant Boïko Borissov à l'issue du 2e tour de l'élection présidentielle des 6 et 13 novembre derniers remporté par le candidat soutenu par le BSP Roumen Radev. Alors que le chef de l'Etat a un rôle essentiellement honorifique en Bulgarie, Boïko Borissov avait transformé l'élection présidentielle en vote de confiance de son gouvernement.

La Bulgarie est désormais dirigée par un gouvernement technique intérimaire conduit par Ognyan Gerdjikov, ancien président du parlement (2001-2005), qui a pour tâche de préparer les élections législatives et d'assurer le bon fonctionnement de l'Etat jusqu'à la nomination de son successeur.

Une scène politique très instable

Boïko Borissov est le premier chef de gouvernement bulgare à avoir accompli deux mandats : le premier entre 2009 et 2013 puis le deuxième entre 2014 et 2016. Il met en avant son bilan à la tête de l'Etat. Il se félicite de la baisse du taux de chômage (8%) et de la hausse du salaire minimum (460 lev, soit 235,1 €). Il aime également à indiquer que sous son mandat, les finances de l'Etat ont retrouvé des valeurs positives et que le système de transport autoroutier du pays a été développé et modernisé. Néanmoins, une grande partie des Bulgares considèrent que Boïko Borissov a échoué sur plusieurs questions comme la réduction de la pauvreté (dix années après son adhésion, la Bulgarie est l'Etat membre le plus pauvre de l'Union européenne) et la réforme du système judiciaire.

Dans son programme, le parti GERB promet de mettre en place un plan anti-corruption qui inclurait la suppression de l'immunité des parlementaires, d'augmenter le salaire minimum jusqu'à 650 lev (332,3 €) et le salaire moyen à 1 500 lev (766,9 €) au cours des 4 années de la prochaine législature, de doubler la rémunération des enseignants, d'aider davantage les familles les plus nombreuses (3 enfants et +), de privatiser l'assurance maladie et de finaliser le programme national d'autoroutes. Le GERB affirme qu'il augmentera la richesse du pays de sorte que le PIB atteindra 120 milliards de lev (61,3 milliards €) en 2021. Il se déclare fermement opposé à toute éventuelle alliance avec les socialistes.

Boïko Borissov a accusé son principal rival de trahison et de mensonges et notamment de vouloir supprimer la *flat tax* (impôt à taux unique fixé à 10% pour la TVA, l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés) et rétablir la progressivité de l'impôt.

L'ancienne ministre de l'Intérieur (2015-2017), Roumiana Batchvarova (GERB), a affirmé que le parti aurait intérêt à choisir ses partenaires gouvernementaux parmi les membres du Parti populaire européen (PPE), ce qui est par exemple le cas du Bloc réformateur.

La droite bulgare souffre de ses nombreuses divisions. Dans les années 2000, ce courant politique était scindé entre le Mouvement national Siméon II (NDS II) et les Forces démocratiques unies (SDS). En 2009, le SDS s'est allié avec les Démocrates pour une Bulgarie forte (DSB) et 3 autres « petits » partis au sein de la Coalition bleue (Sinyata Koalitsia) mais s'est finalement fait devancer par le GERB, parti créé par Boïko Borissov qui s'est imposé dans les urnes aux élections législatives du 5 juillet 2009.

En décembre 2013, 5 partis (les Démocrates pour une Bulgarie forte, le Mouvement Bulgarie pour les citoyens, l'Union des forces démocrates, le Parti populaire de la liberté et de la dignité, l'Union

agraire) ont formé le Bloc réformateur, qui est entré dans le gouvernement formé par Boïko Borissov à l'issue des élections législatives du 5 octobre 2014. Les Démocrates pour une Bulgarie forte de Radan Kanev ont quitté cette coalition.

Le Bloc réformateur, qui a signé un accord avec La Voix du Parti populaire de Svetoslav Vitkov, leader du groupe de rock Hipodil, se veut une solution alternative au GERB. Il se bat pour une baisse des impôts, une plus grande liberté pour les petites et moyennes entreprises, la transparence de l'arsenal judiciaire et un meilleur environnement économique, des institutions capables de lutter contre les cartels et les monopoles. Il demande également une hausse des salaires des fonctionnaires comme des travailleurs du secteur privé de 50% sur 4 ans, l'augmentation du salaire moyen pour atteindre 700 lev (357,5 €) et la réduction à 9% de la TVA sur la nourriture de base, les médicaments et les livres.

A côté du Bloc réformateur, on trouve le Front patriotique, alliance nationaliste regroupant le Mouvement national (IMRO-BNM) de Krasimir Karakachanov, le Front national de salut de la Bulgarie de Valeri Simeonov et Ataka (A) de Volen Siderov. Le Front patriotique promet d'accroître le minimum retraite jusqu'à 300 lev (153,2 €). 2 autres partis ont été créés au cours des dernières semaines. L'ancien ministre de la Justice (2014-2015), Hristo Ivanov, a fondé Oui Bulgarie qui se veut une force de lutte contre la corruption et se bat pour une véritable réforme de la justice. Hristo Ivanov estime qu'en luttant fermement contre la corruption, la Bulgarie pourrait gagner jusqu'à 2 points de croissance de PIB.

Enfin, Radan Kanev, ancien membre des Démocrates pour une Bulgarie forte, a fondé le 25 janvier dernier, avec plusieurs députés du Bloc réformateur, la Nouvelle République. Le parti se positionne comme la seule solution alternative au GERB. Il veut réduire les aides sociales accordées aux chômeurs qui ne suivent aucune formation, une mesure qui cible la population Rom. « *Nous devons*

ouvrir un front à droite. Je suis convaincu que Oui Bulgarie n'a pas besoin de la Nouvelle République pour entrer au parlement et vice-versa. Si les deux partis entrent au parlement, nous serons unis et forts et nous travaillerons à la création d'un bloc anti corruption » a déclaré Hristo Ivanov.

Sur la partie gauche de l'échiquier politique, le Parti socialiste s'est allié avec 5 partis (le Parti communiste, le club politique EcoGlasnost, le Nouveau Parti de l'aube, l'Union agraire Alexander Stamboliiski et le club politique Thrace). La dirigeante socialiste Korneliya Ninova affirme que 40% des candidats figurant en tête de liste sont des nouveaux venus. Le BSP veut modifier le système d'imposition en conservant une *flat tax* à 10% pour la majorité des Bulgares mais en l'augmentant à 20% pour tous ceux gagnant plus de 10 000 lev (5 113 €) par mois. Il souhaite permettre à chaque parent qui travaille de soustraire 50 lev (25,56 €) de son revenu soumis à l'impôt par enfant à sa charge. Enfin, il demande que les pensions de retraite soient recalculées et augmentées de 20% tout comme les rémunérations des enseignants et indique qu'il accroîtra le budget de la culture jusqu'à ce que celui-ci atteigne 1% du PIB. Il promet, en cas de victoire, une croissance d'au moins 12% du PIB sur les 4 ans à venir.

Le système politique bulgare

Le parlement bulgare est monocaméral. Son unique chambre, *Narodno sabranie*, compte 240 députés, élus tous les 4 ans au sein de 31 circonscriptions électorales plurinominales qui correspondent aux *oblasti* (départements) du pays. Le mode de scrutin est mixte : 31 députés sont élus au scrutin majoritaire (selon le système du *First past the post*) et 209 au scrutin proportionnel (listes fermées) selon la méthode de Hare-Niemeyer.

L'obtention d'un minimum de 4% des suffrages exprimés est indispensable à un parti politique pour être représenté au parlement. Les candidats doivent être âgés d'au moins 21 ans. Les partis doivent déposer 10 000 lev (5 113 €) qui leur seront

remboursés s'ils recueillent un minimum de 1% des suffrages exprimés et récolter les signatures d'au moins 15 000 électeurs. Les candidats indépendants doivent être soutenus par un minimum de 10 000 électeurs de la circonscription électorale dans laquelle ils se présentent.

Le 6 novembre dernier, soit le même jour que le 1er tour de l'élection présidentielle, les Bulgares étaient appelés à se prononcer par référendum sur trois points de la récente réforme de la loi électorale. 71,92% des électeurs ont approuvé le remplacement du vote à la proportionnelle par un vote au scrutin uninominal majoritaire à deux tours pour élire leurs députés ; 61,83% se sont prononcés en faveur du vote obligatoire et 72,16% ont dit « oui » à la réduction des subventions publiques versées aux partis politiques.

Le quorum n'a pas été atteint mais le taux de participation ayant été supérieur à 20%, le parlement se prononcera sur le changement du mode de scrutin dans les mois qui viennent.

8 partis ont obtenu des députés lors des dernières élections législatives du 5 octobre 2014:

- Les Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB, qui signifie blason en bulgare), créé en 2006 par Boïko Borissov, ancien Premier ministre, a obtenu 84 députés ;
- Le Parti socialiste (BSP), conduit par Korneliya Ninova, a obtenu 39 élus ;
- Le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS), parti représentant la minorité turque, fondé en 1989 et dirigé par Mustafa Karadayi, a obtenu 38 députés ;
- Le Front patriotique, regroupant le Mouvement national (IMRO-BNM) de Krasimir Karakachanov et le Front national de salut de la Bulgarie de Valeri Simeonov, a obtenu 19 élus ;
- Le Bloc réformateur, coalition de 5 partis (les Démocrates pour une Bulgarie forte, le Mouvement Bulgarie pour les citoyens, l'Union des forces démocrates, le Parti populaire de la liberté et de la dignité et l'Union nationale agraire) et dont le porte-parole est Petar Moskov, membre du

gouvernement sortant, a obtenu 23 sièges ;

- Bulgarie sans censure (BBC), parti populiste créé et emmené par l'ancien journaliste de télévision Nikolay Barekov, a obtenu 15 députés ;
- Ataka (A), parti populiste de droite fondé en 2005 et conduit par Volen Siderov, a obtenu 11 sièges ;

- L'Alternative pour la renaissance (ABV), parti de gauche créé en 2014 par l'ancien président de la République (2002-2012) Georgi Parvanov, a obtenu 11 élus.

Rappel des résultats des élections législatives du 5 octobre 2014 en Bulgarie

Participation : 49,51%

| partis politiques | Nombre de voix recueillies | Pourcentage des suffrages obtenus | Nombre de sièges |
|--|----------------------------|-----------------------------------|------------------|
| Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB) | 1 072 491 | 32,67 | 84 |
| Parti socialiste (BSP) | 505 527 | 15,40 | 39 |
| Mouvement pour les droits et les libertés (DPS) | 487 134 | 14,84 | 38 |
| Bloc réformateur | 291 806 | 11,80 | 23 |
| Front patriotique | 239 101 | 7,28 | 19 |
| Bulgarie sans censure (BBC) | 186 938 | 5,69 | 15 |
| Ataka (A) | 148 262 | 4,52 | 11 |
| Alternative pour la renaissance bulgare (ABV) | 136 223 | 4,15 | 11 |
| Autres | 215 710 | 6,57 | 0 |

Source : Commission électorale centrale <http://results.cik.bg/pi2014/rezultati/index.html>

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.